

# Déclaration commune des Présidents de Région de gauche le vendredi 26 mars 2010

Les Français ont renouvelé leur confiance aux Présidents de Région, affirmant ainsi la reconnaissance des politiques conduites depuis 2004 et leur soutien aux programmes défendus lors de la campagne.

Les Français ont répondu ainsi aux attaques incessantes et indignes dont les collectivités territoriales, et notamment les Régions, ont été la cible de la part du gouvernement.

Mais les Français savent que les Régions ont rénové et développé les transports en commun laissés à l'abandon par l'Etat, que les Régions ont construit et modernisé les lycées mais également les universités pour permettre aux jeunes de se former et qu'elles se sont mobilisées pour faire face à la crise économique et sociale ainsi qu'aux défis environnementaux, notamment au travers de la promotion des énergies renouvelables et de recherche d'économies d'énergie.

Il n'y a plus que l'Etat qui semble ignorer que les collectivités locales financent 75% de l'investissement public et 45% du Plan de relance (contre 4% de la part de l'Etat) alors que le gouvernement multiplie les cadeaux et boucliers fiscaux à quelques privilégiés

Le gouvernement voulait faire de l'élection régionale un référendum sur la réforme des collectivités locales. Ce référendum, ce sont les régions qui l'ont gagné !

## **Dès lors, nous, Présidents de Région, demandons au gouvernement**

- **de renoncer *immédiatement* au projet de réforme des collectivités locales qu'il veut faire adopter à marche forcée au Parlement.** Nous demandons un vrai dialogue avec les collectivités, pour repenser leurs relations avec l'Etat, pour que les responsables politiques, nationaux ou locaux, travaillent ensemble avec pour seul souci l'intérêt général. L'arrivée en fin de droit d'un million de chômeurs nécessite une nouvelle coordination entre l'Etat et les Régions, ces dernières n'étant pas des services extérieurs de l'Etat.
- **de retirer le projet de loi du Grand Paris, que les Franciliens ont, à travers leur vote, clairement rejeté.**
- **de conditionner toute évolution institutionnelle ou statutaire dans les collectivités d'outre-mer à une demande préalable exprimée par les élus de ces territoires,**
- **d'ouvrir au plus vite dans chacune des Régions la renégociation des contrats de projets signés en 2007** pour la période (2007-2013). Aujourd'hui, la donne a changé. Les Régions sont privées d'autonomie fiscale depuis la suppression de la taxe professionnelle. Elles ne seront plus en mesure de co-financer les projets gouvernementaux qui n'étaient pas de la compétence des Régions. Plus que jamais, les Régions doivent mobiliser leurs ressources pour assumer leurs compétences propres et secourir, avant tout, les populations et les territoires victimes de la crise économique et sociale que nous subissons. L'Etat ne peut pas simultanément poursuivre son entreprise de « casse » des Régions et leur demander de venir financer les projets qu'il ne peut plus assumer seul. Si la contractualisation devait se poursuivre, cela ne pourrait être que sur des bases renouvelées.
- **de s'engager résolument dans une nouvelle étape de la décentralisation, en donnant aux Régions, à l'image des autres pays en Europe, les moyens institutionnels et financiers de leur développement,** gage de politiques publiques au plus près des besoins des Français.

**Faute d'obtenir satisfaction, les régions dont la détermination est encore renforcée par le résultat de l'élection, n'auront d'autre choix que de remettre en cause certains de leurs engagements envers d'Etat pour consacrer leurs énergies et leurs ressources aux projets validés par le vote des français.**

**Jacques Auxiette ; Jean-Paul Bachy ; Laurent Beauvais ; François Bonneau ; Jean-Paul Denanot ; Marie-Marguerite Dufay ; Claude Gewerc ; Jean-Paul Huchon ; Jean-Yves Le Drian ; Alain Le Vern ; Victorin Lurel ; Martin Malvy ; Jean-Pierre Masseret ; François Patriat ; Daniel Percheron ; Jean-Jack Queyranne ; Alain Rousset ; Ségolène Royal ; René Souchon ; Michel Vauzelle ;**

### **Contact presse**

Marie d'Ouince 06 89 49 75 97 - Johanna O'Byrne 06 72 05 07 17